

## Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 5 novembre 2024

République Française  
Département de l'Oise  
Arrondissement de Compiègne

### Nombre de conseillers

En exercice : 40  
Présents : 31  
Votants : 36

### Date de convocation

29 octobre 2024

### Secrétaire de séance

Laurence HOUYVET

### Délibération

2024\_11\_3473

### Renseignements

1 rue de la Plaine  
60190 Estrées-Saint-Denis

Du lundi au vendredi  
9 h - 12 h et 14 h - 17 h

03 44 41 31 43  
[contact@cc-pe.fr](mailto:contact@cc-pe.fr)  
[www.ccplaine-estrees.com](http://www.ccplaine-estrees.com)



L'an deux mille vingt-quatre, le 5 novembre, le Conseil communautaire de la Communauté de communes de la Plaine d'Estrées, légalement convoqué par courrier dématérialisé en date du 29 octobre 2024, s'est réuni dans la salle René Becuwe de Canly, en séance publique, sous la présidence de Mme Sophie MERCIER, sa présidente.

Étaient présents : Joël THIBAUT et Romuald AMORY (commune d'Arsy), Gilbert VERSLUYS (commune d'Avrigny), Wilfrid BLOIS et Laurent LEGRAND (commune de Bailleul le Soc), Dominique LE SOURD (commune de Blincourt), Lionel GUIBON (commune de Canly), Laure BRASSEUR, Grégoire LANGLOIS-MEURINNE et Donatien PINON (commune de Chevrières), Brigitte PARROT (commune de Choisy la Victoire), Myriane ROUSSET, Francis MONFAUCON, Véronique CAVROIS, Christophe DESAILLY et Laurence HOUYVET (commune d'Estrées-Saint-Denis), Ivan WASYLYZYN, Catherine DONZELLE, et Michel FLOURY (commune de Grandfresnoy), Dominique YDEMA (commune de Hémévillers), Jean-Claude PORTENART et Sandrine ROSE (commune de Houdancourt), Stanislas BARTHELEMY, Jacqueline MOREL et Frédéric MULLER (commune de Longueil-Sainte-Marie), Annick DECAMP et Jean-Louis COVET (commune de Moyvillers), Sophie MERCIER et Tanneguy DESPLANQUES (commune de Rémy), Grégory HUCHETTE et Agnès CHARLET (commune de Rivecourt).

Étaient absents, ayant donné pouvoir : Bruno BOUCOURT (commune de Canly), Bertrand CUSSINET (commune d'Estrées-Saint-Denis), Jean-Marie SOEN (commune de Francières), Isabelle FAFET (commune de Le Fayel), Marilyne GOSSART (commune de Rémy).

Étaient absents excusés : Christophe YSSEMBOURG (commune d'Épineuse), Anne-Sophie VECTEN (commune de Francières).

Étaient absents : Dorothee REGNIEZ (commune d'Estrées-Saint-Denis), Patrick GREVIN (commune de Montmartin).

### Pouvoirs :

Bruno BOUCOURT	à	Lionel GUIBON
Bertrand CUSSINET	à	Francis MONFAUCON
Jean-Marie SOEN	à	Ivan WASYLYZYN
Isabelle FAFET	à	Grégory HUCHETTE
Marilyne GOSSART	à	Sophie MERCIER

## **DÉLIBÉRATION N°2024-11-3473**

### **EVOLUTION DE LA PROCEDURE D'ADAPTATION DU PLU DE CANLY**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-10 et L.2122-22 ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L153-45 à L153-48 régissant la procédure de modification simplifiée du PLU de Canly ;

**Vu** le Plan Local d'urbanisme de la commune de Canly, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 23 mars 2017, et notamment le règlement graphique et le règlement écrit ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire en date du 18 septembre 2018 actant la prise de compétence de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées en matière d'élaboration des documents d'urbanisme ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2023 prescrivant la révision allégée du PLU de Canly ;

**Vu** l'avis favorable du Bureau Communautaire du 24 octobre 2024 ;

**Considérant** la nécessité pour la commune de Canly :

- De préciser le règlement écrit de la zone agricole pour permettre d'y implanter une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et plus précisément une Installation de Stockage de Déchets Inerte) ;
- De justifier l'ensemble des modifications au regard des dispositions du SCOT de la CCPE approuvé et de la protection de l'environnement.

**Considérant** la nécessité de définir les modalités de la concertation destinées à informer le public sur le projet de modification simplifiée par les moyens suivants :

- Mise à disposition d'un dossier de la modification simplifiée du PLU en mairie de Canly,
- Mise à disposition d'un registre destiné à recueillir les observations du public en mairie de Canly,
- Diffusion de l'information sur le site internet de la CCPE.

**Le Conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité**

**ANNULE ET REMPLACE** la délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2023 prescrivant la révision allégée du PLU de Canly ;

**DECIDE** de prescrire la modification simplifiée du PLU de la Commune de Canly ;

**VALIDE** les modalités de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU de Canly listées ci-dessus ;

**DIT** que Monsieur le Maire de la commune de Canly représente Mme la Présidente en cas d'indisponibilité de celle-ci ;

**DECIDE** de confier la réalisation de la procédure de modification simplifiée du PLU à un bureau d'études qui sera désigné ultérieurement ;

**AUTORISE** Madame la Présidente à effectuer toutes les démarches administratives liées à la procédure et plus précisément la consultation de la MRAE dans le cadre d'une dispense d'Evaluation Environnementale sur la modification simplifiée du PLU de Canly.

**AUTORISE** Madame la Présidente à signer tout contrat ou document en rapport avec la procédure mentionnée ci-dessus ;

**DIT** que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code de l'urbanisme.

*La Présidente certifie, en application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture le 19 novembre 2024 et de sa publication le 19 novembre 2024*

Pour extrait conforme,  
À Estrées-Saint-Denis,  
Le 19 novembre 2024

La Présidente de la Communauté de communes



Sophie Mercier

La Présidente



Sophie Mercier



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France,  
sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par  
la communauté de communes de la Plaine d'Estrées  
sur la modification simplifiée n°1  
du plan local d'urbanisme de Canly (60)**

n°GARANCE 2025-8705

**Avis conforme**  
**rendu en application**  
**du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégialement, le 13 mai 2025, en présence de Philippe Gratadour, Guy Hascoët, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet, Sarah Pischitta et Martine Ramel ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33 à R.104-38 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 5 juillet 2024 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche du 21 janvier 2025 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la communauté de communes de la Plaine d'Estrées le 19 mars 2025 relatif à la modification

simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Canly (60) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 1<sup>er</sup> avril 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la modification vise à permettre l'exercice temporaire d'une activité d'installation de stockage de déchets inertes sur le site d'une ancienne carrière, d'une emprise de 3,9 hectares, en zone agricole. L'objectif est de permettre le remblaiement de l'excavation laissée par l'activité de la carrière et de permettre un retour des sols à la destination de terres de cultures tel que prévu par le PLU. L'excavation est d'une surface de 2,55 hectares. Le remblaiement est prévu par l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur 10 ans pour assurer la remise à niveau du sol. Les déchets seraient issus de la valorisation de reliquats issus de la déconstruction (craie, terre végétale, pierres, briques, tuiles, granulats,...) ;
2. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le Code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

### **Rend l'avis qui suit :**

La modification simplifiée du plan local d'urbanisme de Canly n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 13 mai 2025

Pour la Mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France  
Son Président



Philippe GRATADOUR

## Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 4 novembre 2025

République Française  
Département de l'Oise  
Arrondissement de Compiègne

### Nombre de conseillers

En exercice : 40  
Présents : 34  
Votants : 40

### Date de convocation

28 octobre 2025

### Secrétaire de séance

Laurence HOUYVET

### Délibération

2025-11-3645

### Renseignements

1 rue de la Plaine  
60190 Estrées-Saint-Denis

Du lundi au vendredi  
9 h-12 h et 14 h-17 h

03 44 41 31 43  
[contact@cc-pe.fr](mailto:contact@cc-pe.fr)  
[www.ccplaine-estrees.com](http://www.ccplaine-estrees.com)



L'an deux mille vingt-cinq, le 4 novembre, le Conseil communautaire de la Communauté de communes de la Plaine d'Estrées, légalement convoqué par courrier dématérialisé en date du 28 octobre 2025, s'est réuni dans la salle Polyvalente d'Estrées-Saint-Denis, en séance publique, sous la présidence de Mme Sophie MERCIER, sa présidente.

Étaient présents : Joël THIBAULT (commune d'Arsy), Gilbert VERSLUYS (commune d'Avrigny), Wilfrid BLOIS et Laurent LEGRAND (commune de Bailleul le Soc), Dominique LE SOURD (commune de Blincourt), Lionel GUIBON et Bruno BOUCOURT (commune de Canly), Laure BRASSEUR, Grégoire LANGLOIS-MEURINNE et Donatien PINON (commune de Chevières), Brigitte PARROT (commune de Choisy la Victoire), Myriane ROUSSET, Francis MONFAUCON, Véronique CAVROIS, Christophe DESAILLY et Laurence HOUYVET (commune d'Estrées-Saint-Denis), Jean-Marie SOEN et Anne-Sophie VECTEN (commune de Francières), Ivan WASYLYZYN et Michel FLOURY (commune de Grandfresnoy), Dominique YDEMA (commune de Hémévillers), Jean-Claude PORTENART et Sandrine ROSE (commune de Houdancourt), Isabelle FAFET (commune de Le Fayel), Stanislas BARTHELEMY, Jacqueline MOREL et Frédéric MULLER (commune de Longueil-Sainte-Marie), Patrick GREVIN (commune de Montmartin) Annick DECAMP et Jean-Louis COVET (commune de Moyvillers), Sophie MERCIER, et Tanneguy DESPLANQUES (commune de Rémy), Grégory HUCHETTE et Agnès CHARLET (commune de Rivecourt).

Étaient absents, ayant donné pouvoir : Romuald AMORY (commune d'Arsy), Christophe YSSEMBOURG (commune d'Epineuse), Bertrand CUSSINET et Dorothee REGNIEZ (commune d'Estrées-Saint-Denis), Catherine DONZELLE (commune de Grandfresnoy), Marilyne GOSSART (commune de Rémy).

### Pouvoirs :

Romuald AMORY	à	Joël THIBAULT
Christophe YSSEMBOURG	à	Gilbert VERSLUYS
Bertrand CUSSINET	à	Francis MONFAUCON
Dorothee REGNIEZ	à	Myriane ROUSSET
Catherine DONZELLE	à	Ivan WASYLYZYN
Marilyne GOSSART	à	Sophie MERCIER



**DÉLIBÉRATION N°2025-11-3645**

**APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE CANLY**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-10 et L.2122-22 ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-45 à L.153-48, portant sur la procédure de modification simplifiée du PLU de Canly ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire en date du 18 septembre 2018 actant la prise de compétence de la CCPE en matière d'élaboration des documents d'urbanisme ;

**Vu** le Plan Local d'urbanisme de la commune de Canly, adopté par délibération du conseil municipal en date du 23 mars 2017, et notamment le Règlement Ecrit et le Règlement Graphique ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2024 prescrivant le lancement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Canly ;

**Vu** l'avis conforme favorable de la MRAE en date du 13 mai 2025 sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par la CCPE sur la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Canly ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire en date du 1<sup>er</sup> juillet 2025 confirmant la décision de la MRAE ne soumettant pas à évaluation environnementale la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;

**Vu** les modalités de concertation définies lors de la prescription de la modification simplifiée du PLU de Canly ;

**Vu** le bilan de la mise à disposition du public à laquelle il a été procédé du 16 juin 2025 au 1<sup>er</sup> septembre 2025 inclus ;

**Vu** l'avis favorable du Bureau Communautaire du 23 octobre 2025 ;

**Considérant** qu'aucune observation n'a été formulée dans le registre mis à disposition en mairie de Canly ;

**Considérant** que le dossier de modification simplifiée du PLU a été mis à disposition en mairie du 16 juin 2025 au 1<sup>er</sup> septembre 2025 inclus ;

**Considérant** qu'en réponse à l'observation de la Chambre d'Agriculture, il est précisé que le dossier de modification simplifiée du PLU de Canly ne sera pas adapté en créant un STECAL mais que le règlement écrit actuel modifié est jugé suffisant pour autoriser l'activité d'ISDI sur le site sans craindre d'autres installations ailleurs.

**Considérant** qu'en réponse à l'observation du Conseil Départemental sur la nécessité de compléter la notice explicative sur les trafics de poids lourds et leur impact sur les infrastructures, la sécurité des usagers ainsi que la gestion du trafic lié au site, après échange avec le porteur de projet la notice explicative sera complétée avec les données transmises annexées à la présente délibération. L'activité générera un trafic moyen de poids lourds de 8 à 10 camions par jour. Les camions ont pour consigne de ne pas traverser la commune de Canly. Le chemin d'accès au site qui appartient à l'association foncière sera conforté avec de la GNT et du grave bitume au raccord avec la D26 et sur 100 mètres. Un panneau STOP et une signalétique seront installés aux abords de la RD26. L'ensemble des éléments transmis par le porteur de projet sur les trafics générés par l'activité seront intégrés à la notice explicative de la modification simplifiée.



**Considérant** que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Canly, tel qu'il est présenté au Conseil communautaire, est prêt à être approuvé conformément à l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

**Entendu** l'exposé de Madame la Vice-Présidente et étant rappelé que le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Canly prêt à être approuvé a été mis à disposition des membres du Conseil communautaire conformément à la mention portée sur la convocation à la présente séance ;

**Le Conseil Communautaire**, après délibération, à l'unanimité,

**APPROUVE** la modification simplifiée n°1 du PLU de Canly tel qu'elle est annexée à la présente délibération ;

**DIT** que la modification simplifiée n° 1 du PLU de Canly sera tenue à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées et à la Mairie de Canly, tous les jours ouvrables aux heures d'ouverture du secrétariat,


**ACTE** que la présente délibération sera affichée au siège de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées pendant 1 mois, et mention en sera faite en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de l'Oise,

**RAPPELLE** que cette délibération sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité mentionnées ci-avant, et dans les conditions prévues par l'article L. 153-23 du Code de l'Urbanisme,

**CHARGE** Madame la Présidente d'adresser cette délibération à la Sous-Préfecture de Compiègne et à la Préfecture du Département de l'Oise.

Pour extrait conforme,  
À Estrées-Saint-Denis,  
Le 10 novembre 2025  
La Présidente



  
Sophie Mercier



### ARRÊTÉ DE LA PRÉSIDENTE – n° 2024-095 PORTANT MISE A JOUR DES PLANS LOCAUX D'URBANISME DES COMMUNES DE LE FAYEL, LONGUEIL-SAINTE-MARIE, GRANDFRESNOY, CANLY ET CHEVRIERES

La Présidente de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 153-60 et R. 153-18 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées en date du 18 septembre 2018, transférant la compétence « PLU » pour l'ensemble des communes du territoire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2018 transférant la compétence en matière de « documents d'urbanisme » à la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 janvier 1947 portant l'inscription au titre des Monuments Historiques des façades et toitures du château du Fayel ainsi que du pavillon à l'angle sud-ouest du parc ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 août 1980 portant l'inscription au titre des Monuments Historiques des façades et toitures des communs du château du Fayel ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02 décembre 2021 portant extension d'inscription au titre des Monuments Historiques du domaine du Fayel, château et parc ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Longueil-Sainte-Marie, approuvé le 15 novembre 2022 ;

Vu le Plan Local d'urbanisme de la commune de Le Fayel, approuvé le 09 novembre 2021 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Grandfresnoy, approuvé le 24 juin 2019 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chevrières, approuvé le 13 décembre 2017 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Canly, approuvé le 23 mars 2017 ;

Vu les documents ci-annexés ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les documents constituant les PLU des communes de Longueil-Sainte-Marie, Le Fayel, Grandfresnoy, Chevrières et Canly ;

#### ARRÊTE

##### Article 1 :

Les Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Longueil-Sainte-Marie, Le Fayel, Grandfresnoy, Chevrières et Canly sont mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, sont annexés aux dossiers de PLU :

- L'arrêté préfectoral du 02 décembre 2021 portant extension d'inscription au titre des Monuments Historiques du domaine du Fayel, château et parc.
- Le PAC servitudes de l'extension du périmètre Monument Historique du domaine du Fayel.
- Le plan des parcelles concernées par l'extension du périmètre de protection au titre des Monuments Historiques.
- Le plan du périmètre de 500 mètres de protection au titre des Monuments Historiques du domaine du Fayel.

##### Article 2 :

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public dans les mairies de Longueil-Sainte-Marie, Le Fayel, Grandfresnoy, Chevrières et Canly et au siège de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées (CCPE), aux heures d'ouverture des secrétariats de la CCPE et des mairies ainsi que dans les locaux de la Préfecture de l'Oise.



Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché au siège de la CCPE ainsi qu'en mairie de Longueil-Sainte-Marie, Le Fayel, Grandfresnoy, Chevrières et Canly durant un mois.

Article 4 :

Le présent arrêté sera adressé :

- A la Préfète de l'Oise
- Au Directeur Départemental des Territoires de l'Oise

Fait à Estrées-Saint-Denis, le 28 mars 2024



La Présidente,

  
Sophie MERCIER



ARRÊTÉ DE LA PRÉSIDENTE – n° 2023-124 PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CANLY

La Présidente de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 153-60 et R. 153-18 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées en date du 18 septembre 2018, transférant la compétence « PLUI » pour l'ensemble des communes du territoire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2018 transférant la compétence en matière de « documents d'urbanisme » à la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Canly, approuvé le 23 mars 2017 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Canly en date du 05 juin 2023, instituant le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal ;

Vu le document ci-annexé ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les documents constituant le PLU de la commune de Canly ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Canly est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, est annexée au dossier de PLU :

- L'annexe « Permis de Démolir ».

L'annexe « Permis de Démolir » comprend la délibération du Conseil Municipal de Canly en date du 05 juin 2023.

L'institution du Permis de Démolir est applicable sur l'ensemble du territoire communal de Canly.

Article 2 :

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la mairie de Canly et au siège de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées (CCPE), aux heures d'ouverture des secrétariats de la CCPE et de la mairie et dans les locaux de la Préfecture de l'Oise.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché au siège de la CCPE ainsi qu'en mairie de Canly durant un mois.

Article 4 :

Le présent arrêté sera adressé :

- A la Préfète de l'Oise
- Au Directeur Départemental des Territoires de l'Oise

Fait à Estrées-Saint-Denis, le 15 juin 2023

La Présidente,  
  
Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées  
60190



ARRÊTÉ DE LA PRÉSIDENTE – n° 2021-214 PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CANLY

La Présidente de la  
Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 153-60 et R. 153-18 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées en date du 18 septembre 2018, transférant la compétence « PLUI » pour l'ensemble des communes du territoire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2018 transférant la compétence en matière de « documents d'urbanisme » à la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Canly, approuvé en date du 23 mars 2017 ;

Vu l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du 27 octobre 1989, pour les travaux de dérivation des eaux et de détermination des périmètres de protection autour du captage sis au lieu-dit « La Garenne » sur la commune d'Arsy ;

Vu l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du 20 février 2017, pour les travaux de dérivation des eaux, d'établissement des périmètres de protection du captage 0104-6X-0067, situé sur le territoire de la commune de Grandfresnoy et d'autorisation d'utilisation et de distribution de l'eau en vue de la consommation humaine ;

Vu les documents ci-annexés ;

Considérant la nécessité de mettre à jour le PLU de Canly ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Canly est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, sont annexés au dossier de PLU :

- L'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du 27 octobre 1989, pour les travaux de dérivation des eaux et de détermination des périmètres de protection autour du captage sis au lieu-dit « La Garenne » sur la commune d'Arsy ;
- L'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du 20 février 2017, pour les travaux de dérivation des eaux, d'établissement des périmètres de protection du captage 0104-6X-0067, situé sur le territoire de la commune de Grandfresnoy et d'autorisation d'utilisation et de distribution de l'eau en vue de la consommation humaine ;
- Les annexes des arrêtés préfectoraux du 27 octobre 1989 (report des périmètres de protection) et du 20 février 2017 (report des périmètres de protection).

Article 2 :

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la mairie de Canly et au siège de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées (CCPE), aux heures d'ouverture des secrétariats de la CCPE et de la mairie et dans les locaux de la Préfecture de l'Oise.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché au siège de la CCPE ainsi qu'en mairie de Canly durant un mois.

Article 4 :

Le présent arrêté sera adressé :

- A la Préfète de l'Oise
- Au Directeur Départemental des Territoires de l'Oise

Fait à Estrées Saint Denis, le 26 Octobre 2021



La Présidente,

  
Sophie MERCIER



## ARRETE DE LA PRESIDENTE – N° 805

### Arrêté communautaire portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Canly

La Présidente de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L151-43, L152-7, L153-60, R151-1 et suivants, R151-51 et suivants et R153-18 ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées en date du 18 septembre 2018 transférant la compétence « PLUI » pour l'ensemble des communes du territoire ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Canly approuvé en date du 23 mars 2017 ;

**Vu** l'arrêté de mise à jour du PLU pris par Monsieur le Maire en date du 07 Juillet 2017 pour y intégrer plusieurs délibérations en annexes du PLU (DPU, Permis de démolir, ...) ;

**Vu** l'arrêté du Préfet de la Région des Hauts de France en date du 12 Février 2020 de zonage archéologique sur le territoire de la commune de Canly.

**Considérant** la nécessité de mettre à jour les annexes du PLU de la Commune de Canly.

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le PLU de la Commune de Canly est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, sont annexés au dossier de PLU les pièces suivantes :

- L'arrêté du Préfet de la Région des Hauts de France en date du 12 Février 2020
- L'annexe 1 contenant la cartographie du zonage archéologique
- L'annexe 2 constituée de la notice explicative détaillant la nature du zonage archéologique et les modalités de consultation.

### Article 2 :

La présente mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public en mairie de Canly aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat et dans les locaux de la Préfecture de l'Oise.

### Article 3 :

L'arrêté préfectoral du 12 Février 2020 ainsi que ses annexes sont joints au présent arrêté.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions de l'article L153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées et en mairie de Canly pendant le délai d'un mois.

**Article 5 :**

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Préfet de l'Oise,
- au Sous-préfet de l'Arrondissement de Compiègne,
- au Directeur des Territoires de l'Oise.

Fait à Estrées-Saint-Denis, le 12 mars 2020







## ARRETE DE LA PRESIDENTE – N° 792

### Arrêté communautaire portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Canly

La Présidente de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L151-43, L152-7, L153-60, R151-1 et suivants, R151-51 et suivants et R153-18 ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées en date du 18 septembre 2018 transférant la compétence « PLUI » pour l'ensemble des communes du territoire ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Canly approuvé en date du 23 mars 2017 ;

**Vu** l'arrêté de mise à jour du PLU pris par Monsieur le Maire en date du 07 Juillet 2017 pour y intégrer plusieurs délibérations en annexes du PLU (DPU, Permis de démolir, ...) ;

**Vu** l'arrêté Préfectoral en date du 12 Février 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel GRTgaz du Département de l'Oise ;

**Considérant** la nécessité de mettre à jour les annexes du PLU de la Commune de Canly.

## ARRETE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le PLU de la Commune de Canly est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, sont annexés au dossier de PLU les pièces suivantes :

- L'arrêté préfectoral en date du 12 Février 2018
- L'annexe 1 contenant la liste des communes impactées
- L'annexe communale
- La cartographie de la servitude d'utilité publique.

### **Article 2 :**

La présente mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public en mairie de Canly aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat et dans les locaux de la Préfecture de l'Oise.

### **Article 3 :**

L'arrêté préfectoral du 12 Février 2018 ainsi que ses annexes sont joints au présent arrêté.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions de l'article L153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées et en mairie de Canly pendant le délai d'un mois.

**Article 5 :**

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Préfet de l'Oise,
- au Sous-préfet de l'Arrondissement de Compiègne,
- au Directeur des Territoires de l'Oise.

Fait à Estrées-Saint-Denis, le 26/02/20.

La Présidente



  
Sophie MERCIER.



MAIRIE  
DE

C A N L Y

60680

Téléphone : 03 44 83 97 72

Télécopie : 03 44 37 03 68

canly2.secretariat@orange.fr

Le Maire,

**ARRÊTÉ n° 2019/18**  
**portant mise à jour**  
**du plan Local d'Urbanisme**  
**de la commune de Canly**

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-60 et R.153-18,

Vu le plan d'occupation des sols de la commune de Canly approuvé le 23 mars 2017,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2015 autorisant la société RECALL France à exploiter des installations de stockage d'archives.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Le plan local d'urbanisme de Canly. est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, est annexé au dossier de plan local d'urbanisme un dossier nommé « Annexe – Risques technologiques » comprenant l'arrêté préfectoral d'exploiter de la société RECALL France et le porter à connaissance envoyé par les services de l'État.

**Article 2 :**

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public :

- à la mairie de Canly aux heures d'ouverture du secrétariat de la mairie,
- dans les locaux de la préfecture de l'Oise.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois.

**Article 4 :**

Le présent arrêté sera adressé :

- au Préfet – 1, place de la Préfecture à Beauvais
- au directeur départemental des Territoires – 40, rue Racine à Beauvais.

Fait en mairie de Canly, le 23 avril 2019.



Le Maire,  
Lionel GUIBON.



MAIRIE  
DE  
**C A N L Y**  
60680

Téléphone : 03 44 83 97 72  
Télécopie : 03 44 37 03 68  
canly2.secretariat@orange.fr

## ARRETE

### Portant MISE A JOUR Du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de CANLY

Le Maire,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R. 153-18 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 23 mars 2017 approuvant le PLU ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 05 mai 2017 instituant un droit de préemption urbain ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 05 mai 2017 instituant un permis de démolir ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 05 mai 2017 décidant de soumettre à déclaration préalable les travaux d'édification de clôture ;

VU la délibération en date du 05 mai 2017 décidant de soumettre à déclaration préalable les travaux de ravalement ;

VU les documents ci-annexés ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les documents constituant le PLU ;

**ARRETE**

#### **ARTICLE 1**

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Canly est mis à jour à la date du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2**

La mise à jour du PLU a pour effet l'intégration de quatre annexes techniques supplémentaires intitulées :

- annexe « Droit de Préemption Urbain »,
- annexe « permis de démolir »,
- annexe « déclaration de clôture »,
- annexe « travaux de ravalement ».



L'annexe « Droit de Préemption Urbain » comprend 2 plans de découpage en zones sur lesquels ont été reportés les périmètres correspondant au Droit de Préemption Urbain tel que défini par la délibération du conseil municipal en date du 05 mai 2017.

Le Droit de Préemption Urbain concerne exclusivement les zones U (zones urbaines) et AU (zones naturelles destinées à une urbanisation future) du Plan Local d'Urbanisme.

L'annexe « permis de démolir » comprend 1 plan de découpage en zones sur lequel a été reporté le périmètre correspondant à l'institution du permis de démolir tel que défini par délibération du conseil municipal en date du 05 mai 2017. Le permis de démolir concerne la totalité du territoire communal.

L'annexe « déclaration de clôture » comprend 1 plan de découpage en zones sur lequel a été reporté le périmètre correspondant aux secteurs dans lesquels la déclaration préalable aux travaux d'édification de clôture tel que défini par délibération du conseil municipal en date du 05 mai 2017 est exigée. La déclaration préalable aux travaux d'édification de clôture concerne l'ensemble du territoire communal couvert par le Plan Local d'Urbanisme.

L'annexe « travaux de ravalement » comprend 1 plan de découpage en zones sur lequel a été reporté les périmètres correspondant aux secteurs dans lesquels la déclaration préalable aux travaux de ravalement tel que défini par délibération du conseil municipal en date du 05 mai 2017 est exigée. La déclaration préalable aux travaux de ravalement concerne l'ensemble du territoire communal couvert par le Plan Local d'Urbanisme.

### **ARTICLE 3**

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la mairie et à la Préfecture de l'Oise.

### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois.

### **ARTICLE 5**

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Préfet du Département de l'Oise
- au Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne
- au Directeur Départemental des Territoires de l'Oise

**Fait à Canly, le 07 juillet 2017**



**Le Maire  
Lionel GUIBON**



MAIRIE  
DE  
**CANLY**  
21, rue des Ecoles  
60680

Téléphone : 03.44.83.97.72  
Télécopie : 03.44.37.03.68  
Email : canly2.secretariat@orange.fr

Envoyé en préfecture le 24/03/2017  
Reçu en préfecture le 24/03/2017  
Affiché le   
ID : 060-216001248-20170323-20170323\_01-DE

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES** **DELIBERATIONS** **N° 20170323/01**

L'an deux mil dix-sept, le vingt-trois mars à vingt heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur GUIBON Lionel, Maire.

Etaient présents : Mesdames DUCAUQUY Martine, CLAVIER Thérèse, DORGNY Suzanne, et Messieurs GUIBON Lionel, BOUCOURT Bruno, LARUE Christian, LESIEZKA Yoan, BONGARD Bruno, LEDUC Robin, BODELOT Fernand, FORESTIER Franck et LEROUX Laurent.

Etaient absents : Monsieur FRIEDRICH Michel (pouvoir à Monsieur GUIBON Lionel), Madame POUILLE Odile (pouvoir à Madame DUCAUQUY Martine)

Monsieur BOUCOURT Bruno a été désigné secrétaire.

Date de convocation et d'affichage : 16 mars 2017

Nombre de conseillers en exercice : 14

Nombre de conseillers présents : 12

Nombre de votants : 14

### **Objet : Approbation du PLU - délibération n°20170323/01.**

#### **Le Conseil Municipal,**

VU la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) n°2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

VU la loi Urbanisme et Habitat (UH) n°2003-590 du 02 juillet 2003 ;

VU la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) n°2010-788 du 12 juillet 2010 ;

VU la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014 ;

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L. 103-2, L. 151-1 à L. 151-43, et R. 153-1 à R. 153-12 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2121-21 ;

VU la délibération en date du 22 mai 2014 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur le territoire de la commune de Canly, et fixant les modalités de concertation avec la population ;



VU le débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU organisé au sein du Conseil Municipal le 10 septembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 01 juin 2016 portant décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale stratégique la procédure d'élaboration du PLU de Canly ;

VU la délibération en date du 22 juin 2016 optant pour le contenu modernisé du règlement d'un Plan Local d'Urbanisme, et rendant ainsi applicables à l'élaboration du PLU de Canly l'ensemble des dispositions des articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

VU la délibération en date du 22 juin 2016 tirant le bilan de la concertation qui s'est déroulée du 01 septembre 2015 au 31 mai 2016 inclus ;

VU la délibération en date du 06 juillet 2016 arrêtant le projet de PLU ;

VU les avis reçus dans le cadre des consultations prévues par le Code de l'Urbanisme ;

VU l'arrêté du Maire en date du 13 décembre 2016 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de PLU ;

VU l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 03 janvier 2017 au 03 février 2017, et le rapport et conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

VU les modifications proposées par la commission municipale d'urbanisme lors de la séance de travail du 13 mars 2017, au cours de laquelle ont été étudiés les avis résultant de la Consultation et les observations formulées lors de l'enquête publique ;

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 153-21 du Code de l'Urbanisme ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après avoir pris connaissance du compte rendu de la séance de travail du 13 mars 2017 et discuté des modifications qu'il convenait d'apporter au document final, et étant rappelé que le dossier de PLU prêt à être approuvé a été mis à disposition des membres du Conseil Municipal en mairie conformément à la mention portée sur la convocation à la présente séance ;

**après en avoir délibéré, décide à l'unanimité**

- de valider les propositions de la commission municipale d'urbanisme formulées lors de la séance du 13 mars 2017, dont le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

- d'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Le Plan Local d'Urbanisme est tenu à la disposition du public à la Mairie, tous les jours ouvrables aux heures d'ouverture du secrétariat.

Il comprend les pièces suivantes :

- un rapport de présentation,



- un projet d'aménagement et de développement durables,
- des orientations d'aménagement et de programmation,
- un règlement écrit et un règlement graphique,
- des annexes techniques.

La présente délibération sera affichée en mairie pendant 1 mois, et mention en sera faite en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de l'Oise.

Cette délibération sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité mentionnées ci-avant, et dans les conditions prévues par l'article L. 153-23 du Code de l'Urbanisme.

Cette délibération sera adressée à la Préfecture du Département de l'Oise.



Le Maire  
Lionel GUIBON